

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE  
D'INGÉNIEURS BOUSSINGAULT AU  
CNAM A PLOUFRAGAN (22)**

**REGION ACADEMIQUE BRETAGNE**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION  
(RC)**

**LOTS 1 À 15**

Marchés 2025-001 à 2025-014

Remise des offres :

Vendredi 4 Juillet 2025 à 14h00

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes ou options ( dites PSE : Prestations supplémentaires éventuelles) .....	4
2.4 – Insertion sociale .....	5
3 - Les intervenants.....	7
3.1 - Conduite d'opération .....	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
3.4 - Contrôle technique .....	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
3.6 – Autre intervenant : .....	7
4 - Conditions relatives au contrat.....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	8
5 - Contenu du dossier de consultation .....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	9
6.1 - Documents à produire par tous les candidats.....	9
6.2 - Echantillons.....	11
6.3 - Visites sur site .....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	11
7.1 - Transmission électronique.....	11
7.2 - Transmission sous support papier .....	12
8 - Examen des candidatures et des offres .....	12
8.1 - Sélection des candidatures .....	12
8.2 - Analyse des offres .....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	13
8.4 - Analyse des candidatures .....	13
8.5 - Attribution du marché .....	13
8.6 – Signature du marché .....	14
9 - Renseignements complémentaires .....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
9.2 - Procédures de recours .....	15

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne la construction de l'École d'ingénieurs BOUSSINGAULT situé rue Felix le Dantec à Ploufragan (22).

L'objet du projet est la construction d'un bâtiment neuf de 8 salles de cours, dont 2 espaces multimédia spécifiques, d'un espace pour les enseignants, de 3 bureaux type flex office, et de locaux annexes pour une surface totale de 901 m<sup>2</sup>.

#### 1.1.1 - Insertion de clauses sociales

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article L2111-1 du code de la commande publique. Elle contient également des clauses d'insertion qui visent la promotion de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et la lutte contre le chômage en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique et selon les modalités figurant à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Voir ci-dessous 2.4 – Insertion sociale

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire sous forme de marché à prix forfaitaires.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 15 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassements - VRD
02	Gros-œuvre
03	Charpente bois
04	Étanchéité
05	Bardages
06	Menuiseries extérieures aluminium
07	Serrurerie - Métallerie
08	Menuiseries intérieures - Agencement
09	Cloisons - Doublages - Isolations
10	Plafonds suspendus
11	Revêtements de sols - Faïence
12	Peintures intérieures
13	Ascenseur
14	Chauffage ventilation - Plomberie Sanitaire
15	Courants forts et faibles

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction ( bâtiment neuf)

Code des CPV des lots :

Code principal	Description
44113310-1	LOT 01 - Terrassements - VRD
45262311-4	LOT 02 - Gros-œuvre
45261100-5	LOT 03 - Charpente bois
45261210-9	LOT 04 - Étanchéité
45262650-2	LOT 05 - Bardages
45421000-4	LOT 06 - Menuiseries extérieures aluminium
44316500-3	LOT 07 - Serrurerie - Métallerie
45421000-4	LOT 08 - Menuiseries intérieures - Agencement
44112300-1	LOT 09 - Cloisons - Doublages - Isolations
45421146-9	LOT 10 - Plafonds suspendus
45430000-0	LOT 11 - Revêtements de sols - Faïence
45442110-1	LOT 12 - Peintures intérieures
42416000-5	LOT 13 - Ascenseur
45331000-6 45330000-9	LOT 14 - Chauffage ventilation - Plomberie Sanitaire
45311200-2	LOT 15 - Courants forts et faibles

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois pour le même lot :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes ou options ( dites PSE : Prestations supplémentaires éventuelles)

Aucune variante n'est autorisée.

Des options ( dites PSE : Prestations supplémentaires éventuelles) sont intégrées au dossier de consultation par lot pour les lots N° 2, 11 ,12 et 14.

Les candidats devront répondre obligatoirement sur l'offre de base et sur l' option PSE pour les lots N° 2, 6,11 ,12 et 14. et à l'offre de base pour les autres lots.

## 2.4 – Insertion sociale

La Région Académique Bretagne met en œuvre, dans le cadre de ses marchés publics, un dispositif visant à favoriser l'emploi.

C'est pourquoi, conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le cahier des charges du présent marché ainsi que son acte d'engagement comportent des clauses visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 à L2113-16 du code de la commande publique.

Le public concerné est le suivant :

- les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits ;
- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

• les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;

- les jeunes Niveau infra 5, c'est à dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;

• les personnes effectuant un parcours au sein des SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartiers agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « défense 2ème chance » ;

• les personnes employées dans les GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

L'opérateur économique titulaire d'un lot concerné par les clauses sociales doit s'engager à respecter le nombre d'heures prévues dans le règlement de la consultation et le CCAP.

Le titulaire s'engage à réaliser, sur toute la durée du marché, **au minimum sur les heures de travail indiquées dans le tableau ci-dessous** par le public concerné (voir liste ci-dessus dans le présent règlement de consultation). L'offre d'un candidat qui ne s'engagerait pas à réaliser ces heures sera considérée comme irrégulière.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à toutes actions en accord avec le Service Insertion Sociale et Professionnelle de Saint Brieuc Armor Agglomération.

Afin de faciliter cette démarche pour les entreprises soumissionnaires, une annexe spécifique au présent Règlement de Consultation a été élaborée.

Dans son acte d'engagement établi conformément au modèle joint au CCAP, l'entreprise candidate **s'engage impérativement** à réserver le volume d'heures défini à l'insertion professionnelle, faute de quoi elle sera éliminée.

Cet engagement représentera un nombre d'heure minimum de travail sur la durée totale d'exécution du marché réparties selon les lots ( voir nombre d'heures dans tableau ci-après ).

**En revanche, les modalités détaillées de recours à du personnel en insertion n'ont pas à être renseignées**

**obligatoirement dès la phase de remise de l'offre, mais seront déterminées avec les entreprises titulaires lors de la phase de préparation de l'opération en accord avec le Service Insertion Sociale et Professionnelle de Saint Brieuc Armor Agglomération.**

L'annexe au RC présente les modalités de réalisation de l'Action d'insertion :

- embauche directe,
- sous-traitance ou co-traitance à une entreprise d'insertion,
- recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, ou une Association Intermédiaire, ou un Groupement d'Entreprises pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

emploi sur le chantier de personnel salarié, répondant au public cible, récemment embauché dans l'entreprise suite à l'attribution d'un chantier antérieur intégrant une clause d'insertion sociale, élément qui sera étudié pour validation par le Service Insertion Sociale et Professionnelle afin de prendre en compte la situation des entreprises ayant des actions d'insertion en cours et inscrites dans le temps.

Lots comportant une clause sociale	Heures d'insertion
LOT 01 - Terrassements - VRD	Néant
LOT 02 - Gros-œuvre	105 heures minimum
LOT 03 - Charpente bois	175 heures minimum
LOT 04 - Étanchéité	Néant
LOT 05 - Bardages	105 heures minimum
LOT 06 - Menuiseries extérieures aluminium	245 heures minimum
LOT 07 - Serrurerie - Métallerie	Néant
LOT 08 - Menuiseries intérieures - Agencement	175 heures minimum
LOT 09 - Cloisons - Doublages - Isolations	Néant
LOT 10 - Plafonds suspendus	Néant
LOT 11 - Revêtements de sols - Faïence	70 heures minimum
LOT 12 - Peintures intérieures	Néant
LOT 13 - Ascenseur	Néant
LOT 14 - Chauffage ventilation - Plomberie Sanitaire	175 heures minimum
LOT 15 - Courants forts et faibles	140 heures minimum

L'entreprise dont l'offre aura été retenue devra apporter des propositions relatives à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté en complétant l'annexe à l'acte d'engagement « volet insertion »

**Cette annexe devra obligatoirement être complétée dans son intégralité, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.**

### **3 - Les intervenants**

#### **3.1 - Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même et représenté par Mme la Rectrice ,

REGION ACADEMIQUE BRETAGNE  
Division Régionale de l'Immobilier de l'État  
96 rue d'Antrain - CS 10503 - 35705 Rennes Cedex 7  
Téléphone : 02 23 21 74 06 - Courriel : ce.drie@ac-rennes.fr

#### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SARL AGENCE D'ARCHITECTURE ROBERT ET SUR  
6, rue du Combat des Trente  
22000 Saint-Brieuc

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par le maître d'ouvrage sont :  
ESQ – APS – APD – PRO – ACT – SYNTHÈSE - VISA – DET – AOR – CSSI – OPC – Mobiliers – Équipements multimédia – STD – Notice hydraulique - Diagnostic acoustique environnemental.

Le maître d'œuvre est associé à des bureaux d'études dont les coordonnées sont indiquées aux articles 00.01.04 à 00.01.06 du LOT N° 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS.

#### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

#### **3.4 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC  
1 rue Pierre et Marie Curie  
22190 PLERIN

Les missions de contrôle technique sont :  
AV + LP + PS + SEI + F + PHA + TH + Hand + Brd + HYSa + GTB + CABL + PV

#### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

SOCOTEC  
1 rue Pierre et Marie Curie  
22190 PLERIN

#### **3.6 – Autre intervenant :**

Intervenant pour dispositif sur les clauses insertions sociales: M. Simon LE BASTARD Facilitateur de clause d'insertion de St BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION / Direction Développement Économique Service Insertion Sociale et professionnelle - mail: simon.lebastard@sbaa.fr 02 96 77 33 00 / 07 60 51 32 18,

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié. Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni en annexe de ce document.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **14 mois**.

Date prévisionnelle de notification du marché : **septembre 2025**.

Les périodes de congés sont incluses dans le délai global.

La période de préparation est de 2 mois et est incluse dans le délai global et débute à compter de la notification du marché.

Le nombre de journées intempéries prévisibles est fixé à 5 jours et est inclus dans le délai contractuel.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Pièces administratives :

- Règlement de la consultation (RC) et son annexe concernant la présentation du dispositif concernant la clause sociale d'insertion
- Acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chacun des 15 lots,
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Cadre de mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Pièces techniques :

- Cahier des prescriptions communes à tous les lots,
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots et ses annexes (plans),
- Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots,
- Tableau des surfaces,
- Notice acoustique,
- Calcul réglementaire thermique RT2012,
- Calendrier prévisionnel des travaux,
- Principe d'installation de chantier,
- Charte de chantier à faibles nuisances
- Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) de SOCOTEC en date du 21/11/2024 indice 1,
- Rapport Initial DCE du bureau de Contrôle Technique (RICT) – Rapport RICT SOCOTEC CT/23460/0425/0159 (Version : 1 -Date d'émission 24/04/2025 )
- Relevés topographique et des réseaux suivant rapport SDRE en date du 06/02/2023 et annexes graphiques plan des réseaux 22215,
- Rapport SOLCALP d'étude géotechnique G2-phase PRO R25-02-4690 du 12/02/2025,
- Plans d'architecte et bureaux d'études
- Rapport amiante /HAP avant travaux sur enrobés Chevallier DIAG amiante /HAP avant travaux sur enrobés N° 23-MIN-33 du 27-09-2023 (absence d'amiante et HAP )



Le DCE dématérialisé est téléchargeable gratuitement par l'opérateur économique sur le profil acheteur de la Région Académique Bretagne - via PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). Aucun dossier de consultation sous forme papier ne sera transmis.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications sur le profil acheteur de la Région Académique Bretagne - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire par tous les candidats

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ✓ **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une lettre de candidature ( <u>modèle "DC1-Lettre de candidature", de préférence</u> )	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux <u>similaires</u> exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats s'appuieront soit sur les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de marché Européen (DUME).

Tout candidat qui connaîtrait une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire devra en intégrer les justificatifs à son dossier dès le stade de la candidature. En tout état de cause, ces éléments devront impérativement être produits si la proposition du candidat était retenue.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils ne sont plus tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
  - o d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
  - o et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

✓ **Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : <b>à compléter</b>	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour tous les lots : <b>à compléter aux formats numériques Excel et Pdf</b>	Non
Un mémoire technique permettant d'apprécier le critère « valeur technique » de l'offre. <b><u>Il est recommandé d'utiliser le cadre de mémoire technique fourni avec le dossier et l'ordre chronologique du descriptif afin de faciliter l'analyse de l'offre technique.</u></b> Le format de cette trame n'est pas limitatif en nombre de pages et le candidat peut utiliser le fichier informatisé fourni (format doc.) Le candidat peut utiliser un autre support que la trame fournie, mais ne devra pas <b>s'exonérer de répondre clairement aux questions posées</b> dans cette dernière, en en respectant l'ordre.	Non



Afin d'éviter des problèmes d'ouverture de fichier, il est demandé aux candidats de limiter le nom du fichier à 50 caractères maximum.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

**La signature électronique n'est plus requise lors du dépôt de l'offre. Cependant, il vous est conseillé de vous munir de la signature électronique (certificat) facilitant, par la suite, la signature du marché entre le pouvoir adjudicateur et le candidat attributaire.**

## 6.2 - Echantillons

Sans objet

## 6.3 - Visites sur site

Sans objet

# 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

**Conformément aux articles L. 2132-2, R. 2132-2, R 2132-4 à R. 2132-6 du Code de la commande publique, la transmission des plis par voie électronique est obligatoire pour cette consultation.**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur PLACE du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

En revanche, la transmission des documents sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

*Toute offre transmise par voie papier ou sur support physique électronique sera déclarée irrégulière.*

***Tout fichier constitutif de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.***

*En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Il fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu.*

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli

portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**REGION ACADEMIQUE BRETAGNE**

Division Régionale de l'Immobilier de l'État

96 rue d'Antrain - CS 10503 - 35705 Rennes Cedex 7

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

## 8.2 - Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	%
1-Prix des prestations	40
2-Valeur technique	60

✓ **Notation du critère "prix" :**

Le critère prix sera évalué par application de la formule suivante :

$$\text{note} = 40 \times \frac{\text{Montant offre forfaitaire H.T. moins disant}}{\text{Montant offre forfaitaire H.T. candidat}}$$

✓ **Notation du critère "valeur technique" :**

Ce critère sera noté au regard du mémoire technique remis par le candidat avec son offre. Les éléments suivants seront évalués :

1 - Analyse des contraintes et difficultés techniques propres au chantier (méthodologie d'exécution et d'autocontrôle de l'entreprise) : 35%

2 - Moyens techniques et humains y compris qualification des intervenants mis en place pour la réalisation du marché (dont capacité du candidat à tenir les délais) : 20%

3 - Mesures d'organisation en faveur du respect de l'environnement, pour limiter les nuisances sonores et la gestion des déchets : 20%

4 - Qualité des matériaux proposés par l'entreprise en fonction des documents joints à l'offre (marques, fiches techniques et références, performances environnementales) : 25 %

Le mémoire technique élaboré par le candidat fera l'objet d'une évaluation globale, par application d'une note de 0 à 10 selon le barème suivant :

Hors sujet ou absence de réponse	réponse peu satisfaisante	réponse médiocre	réponse moyenne	bonne réponse	excellente réponse
0	2	4	6	8	10

La note attribuée sera un nombre entier, les nombres impairs permettant au pouvoir adjudicateur de nuancer son jugement.

La note valeur technique sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{note} = 60 \times \frac{\text{Note « mémoire technique » candidat}}{10}$$

✓ **Notation finale :**

L'addition des deux valeurs obtenues donne la note de l'entreprise sur un maximum de 100. Les entreprises sont classées dans l'ordre décroissant de leur note. L'entreprise ayant obtenu la note la plus élevée est jugée mieux disante.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une éventuelle négociation sur la partie technique et/ou financière.

### **8.4 - Analyse des candidatures**

En application de l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

### **8.5 - Attribution du marché**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, après vérification de la candidature et production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**Documents administratifs obligatoires mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, à fournir par l'attributaire du marché :**

Libellés	Signature
Une liste nominative des salariés étrangers employés dans le cadre de ce marché avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ la date d'embauche,</li> <li>➤ la nationalité,</li> <li>➤ le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li> </ul> ou attestation précisant que le candidat n'emploie pas de salariés étrangers	Non
Certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales <u>datant de moins de 3 mois</u>	Non
Certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales <u>datant de moins de 6 mois</u>	Non
Une attestation d'assurance <u>en cours de validité</u>	Non
Un extrait K-bis <u>datant de moins de 3 mois</u>	Non
Un relevé d'identité bancaire comportant les identifiants BIC/Iban	Non

## 8.6 – Signature du marché

L'attributaire pourra signer électroniquement le marché public. Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur sollicitera ce dernier à l'achèvement de la procédure.

La signature électronique de l'offre nécessite l'utilisation d'un certificat de signature électronique.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans la cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera les échanges de fichiers une fois le marché notifié.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent leur demande **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres** par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Une réponse sera alors mise en ligne et accessible sur le profil acheteur, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Toutes les demandes de compléments adressées aux candidats et les réponses attendues (invitation à concourir à une négociation, envoi des courriers de rejets et notification du marché) seront adressées par voie électronique, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme. Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... ».

## **9.2 - Procédures de recours**

En cas de différend survenant à l'occasion de la présente consultation, la recherche, préalablement à tout recours, d'un règlement à l'amiable sera privilégiée par les parties.

Si aucune solution amiable n'est trouvée il est possible de faire appel à la médiation en faisant appel :

- Au conciliateur /commission de consultation
- Au médiateur des entreprises
- Au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

**Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Le droit français est seul applicable.

**Le tribunal territorialement compétent est :**

Tribunal Administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35044 RENNES CEDEX  
Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Il est désormais possible de déposer une requête de façon dématérialisée devant le Tribunal Administratif de Rennes via le site : <https://www.telerecours.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes -Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35044 RENNES CEDEX  
Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

**Organe chargé des procédures de médiation :**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles R2197-1 et suivants du CCP relatifs aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.



*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22, mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 83

Courriel : Paysdl.ccira@directcte.gouv.fr